

Les PECO et l'EURO



Malgré la crise, les critères de Maastricht

restent de mise

Réunis de façon informelle à Bruxelles le 1er mars dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement européens se sont penchés sur la question de l'accès des pays d'Europe centrale à l'Eurozone.

La région est particulièrement touchée par la crise: les investisseurs étrangers s'écartent désormais de ces pays et les monnaies nationales subissent d'importantes dépréciations: le zloty polonais, la couronne tchèque, le leu roumain et le forint hongrois ont perdu respectivement 32%, 18%, 17% et 15% face à l'euro depuis novembre 2008. La situation est telle que la Banque mondiale, la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont annoncé, le 27 février dernier, un important soutien financier au secteur bancaire de la région¹. Il a également été décidé de doubler les fonds du FMI pour aider ces pays.

Conscients de cette fragilité, les dirigeants d'Europe centrale sont de plus en plus nombreux à demander une simplification de la procédure d'adhésion à l'euro: quelques jours avant le sommet, Donald Tusk, le Premier Ministre polonais, avait

appelé l'Union européenne à «simplifier les procédures d'adhésion à la zone euro», soulignant que «rejoindre rapidement l'euro [était] la meilleure méthode pour lutter contre la crise». Le Premier Ministre hongrois, Ferenc Gyurcsány, a également plaidé pour une accélération du processus.

Sensibles à ces appels, plusieurs dirigeants de l'Eurogroupe ont donc envisagé la possibilité d'une adhésion accélérée à l'euro: la chancelière allemande, Angela Merkel, dont le pays passe pour le plus intransigeant en matière de conditions d'adhésion à la monnaie unique, a suggéré de réduire la période du mécanisme de changes (MCE2): ce mécanisme vise à maintenir la stabilité des taux de change entre l'euro et les monnaies nationales. Pendant une durée de deux ans, les fluctuations de la devise du pays candidat doivent être limitées à 15% par rapport à la monnaie européenne.

Le Premier Ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, s'est dit prêt à «discuter sereinement» d'une telle réduction, avant de se rétracter le 9 mars dernier. Plusieurs analystes ont pourtant signalé qu'il ne s'agirait pas d'une situation inédite: la Slovénie, l'Italie et la Finlande ont en effet mis moins de deux ans à intégrer le mécanisme de changes des critères d'adhésion, qu'ils concernent le déficit et la dette publics ou l'inflation, avant d'intégrer la zone euro.

En outre, Angela Merkel comme Jean-Claude Juncker ont fermement rejeté tout assouplissement des critères d'adhésion, fixés par le traité de Maastricht. Ils considèrent en effet qu'une telle évolution pourrait être nuisible à la crédibilité et à la stabilité de l'euro: à terme, elle pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'ensemble de l'Eurozone. Si le président français a en revanche proposé de se pencher «un jour» sur cette question, le message reste clair: aucun assouplissement des règles d'adhésion n'est à l'ordre du jour.

Christelle Lapierre

1 RODIER Anne, « L'Europe centrale, sinistrée, veut adopter l'euro plus rapidement »,

Le Monde, 2 mars 2009

- 9 vues

Catégorie

Agenda Culturel